

**Projet de loi de Finances :  
un budget idéologique pour la France d'en haut !**

Le Projet de Loi de Finances 2003 présenté le 25 septembre par M.Raffarin dévoile clairement les deux visages de sa politique.

Côté pile, M.Raffarin accentue la baisse des recettes fiscales de l'Etat.

La poursuite de la baisse de l'Impôt sur le Revenu avantage d'abord les revenus les plus élevés.

La réduction d'impôt pour l'emploi de salariés à domicile privilégie un peu plus les ménages aisés qui ont les moyens d'avoir à leur service des employés de maison.

La baisse de la taxe professionnelle octroyée aux professions libérales est un cadeau à une catégorie de contribuables qu'on ne peut classer parmi les plus défavorisés.

L'amélioration de la prime pour l'emploi, si elle est positive pour les personnes concernées, pose sur le fond la question de la responsabilité patronale en terme de salaires. Est-il normal que la politique salariale repose sur la collectivité, à travers le budget de l'État, en exonérant ainsi le patronat de ses responsabilités?

Se privant lui-même de rentrées fiscales, le gouvernement prend ensuite le prétexte d'un déficit budgétaire excessif prévisible pour attaquer l'emploi public.

Il s'attaque à des secteurs (éducation, culture, recherche, finances, équipement,) qui agissent au plus près des citoyens pour assurer leur égalité et la présence du service public sur l'ensemble du territoire.

Côté face, le gouvernement dévoile ses vraies priorités : la police et l'armée !

L'augmentation du nombre de policiers (alors que la France compte déjà le plus grand nombre de policiers par habitant en Europe) s'inscrit dans une politique du tout répressif qui cible principalement les plus précaires.

Dans un budget en baisse, est-il bien nécessaire de donner la priorité à l'augmentation des crédits militaires et à la construction d'un nouveau porte-avions ?

Quand un gouvernement augmente les crédits militaires et baisse les crédits de la culture, on ne peut que s'inquiéter de la société qu'il nous prépare !

M.Raffarin s'annonçait pragmatique ; à travers ce projet de budget, le gouvernement dévoile maintenant clairement son orientation politique.

Côté pile : une politique libérale qui favorise les plus aisés !

Côté face : une politique répressive envers les plus défavorisés !